

Europe, crise, alternatives, enjeux stratégiques pour la gauche européenne ¹

Elisabeth Gauthier

Directrice d'Espaces Marx, membre de la direction de Transform ! Europe et membre du conseil national du PCF

Les récentes décisions des dirigeants européens montrent à quel point l'Union européenne et les gouvernements tournent les leviers de façon complètement dogmatique et irresponsable conduisant l'Europe dans une spirale de déclin. Ce qu'on appelle des «programmes d'aide» pour la Grèce constitue en fait la mobilisation d'énormes moyens pour aider les créanciers et les marchands d'armes à ne rien perdre dans la tourmente. Ce qui est en jeu, ce sont des centaines de milliards d'euros pour les banques notamment françaises, suisses, allemandes ou encore les affaires des marchands d'armes pour lesquels la Grèce est un client exceptionnel. Ces «aides» constituent en même temps des véritables plans de dépression pour les sociétés, pour l'économie réelle, le travail, les salaires, retraites, minima sociaux et pour la démocratie. C'est la marche forcée pour revenir au régime néolibéral pourtant fort contesté par les peuples européens, avec des conséquences incalculables sur le plan économique et social, mais aussi sur le plan démocratique.

L'étape actuelle n'est que le début d'une deuxième vague de la crise de la dette publique en Europe. Alors que les banques bénéficient de prêts à 1% auprès de la BCE, les spéculateurs exigent bien plus de 10% de l'État grec, plusieurs fois le taux payé par l'Allemagne. Ce sont les États en difficulté qui devraient pouvoir se refinancer à ces taux en dessous du marché. Plus les États acceptent de faire le choix de se soumettre aux diktats des «marchés financiers» (qu'il s'agirait «de rassurer», «d'apaiser»!), plus ils permettent

à leur logique de se développer, plus ils prennent en charge tous les risques, en accentuant dramatiquement la paupérisation des sociétés. Sans montrer la moindre hésitation, Olli Rehn, commissaire chargé des affaires économiques et monétaires ², va tout droit vers l'abîme quand il souligne que, après l'intervention des «pompiers» en Grèce, lors d'une deuxième phase, les budgets des différents États devront être soumis à examen avant leur adoption parlementaire et que, lors d'une troisième phase, les traités de l'UE devront être modifiés pour aller vers une gouvernance économique. Dans ce contexte, ce n'est pas seulement dans les zones périphériques que le FMI joue le rôle de gendarme de l'austérité, mais après être intervenu à l'Est de l'Europe, il étend son action directement dans la zone Euro. La situation suscite toujours plus de pessimisme en ce qui concerne l'avenir de l'UE, de l'Eurozone et des différents pays. La gauche, les syndicats et le mouvement social au sein de l'Union européenne sont donc confrontés à des questions stratégiques avec une urgence nouvelle ³.

Dans le cas de la Grèce, l'UE a décidé de l'ériger en exemple et de tester ainsi pour la première fois l'ensemble des instruments disponibles pour le contrôle des politiques économiques et budgétaires d'un État ⁴. Le président de l'Euro-groupe Jean-Claude Juncker et les 16 ministres des Finances de la zone Euro ainsi que le FMI vont superviser le «redressement grec» et le respect des «recommandations» installant l'austérité. La grève générale et les manifestations grecques du 5 mai—que les anciens comparent avec la première manifestation réclamant la démocratie à la fin de la dictature—semblent montrer que cette mobilisation porte une vision claire qu'à «Athènes, Rome, Madrid et Paris, une seule voie est possible, celle de la lutte» (comme disait une banderole) simultanément contre le gouvernement grec, Merkel et Sarkozy, le FMI, les banques et spéculateurs. Désormais, la constitution d'un large front de résistance et pour des alternatives afin de stopper cette logique néfaste devient un enjeu à l'échelle européenne. La crise actuelle ne pourra être dépassée par des moyens traditionnels. L'indispensable reconstruction économique, sociale et démocratique dans les différents pays et au niveau de l'UE nécessite une véritable logique de transformation sociale et de démocratie économique.

La Grèce, le Sud, les pays baltes et d'Europe orientale

La Grèce est la première d'une série de bombes européennes concernant la dette. La discussion sur les «pigs» ne doit pas nous faire oublier que la situation dans de nombreux pays de l'Est est encore plus explosive. «Les économies postcommunistes ont été structurées dès le départ au profit d'intérêts étrangers, et non des économies locales [...] Toutes ces dettes sont incroyablement élevées parce que la plupart de ces pays aggravent très rapidement leurs déficits commerciaux et s'enfoncent dans la dépression.» ⁵

La réalité de la crise montre que l'Europe est à plusieurs égards un continent de plus en plus clivé. Le fossé se creuse entre le Nord et le Sud, ce qui tient d'abord à la position concurrentielle dominante du capital allemand vis-à-vis du «capitalisme méditerranéen». Cela se nourrit ensuite d'un endettement et de capacités d'emprunt différenciées. Les pays membres se développent de façon divergente quant à leur compétitivité⁶. L'Allemagne pratique avec succès une politique «je ruine mon voisin» à l'égard des autres pays de la zone Euro en comprimant sa demande interne—notamment les salaires et dépenses publiques—et en exportant son chômage. Les inquiétudes s'accumulent quant à l'Italie et à l'Espagne (les rentrées fiscales y sont en chute libre), deux pays où l'économie informelle représente une part importante et non maîtrisée du PIB, ainsi qu'à propos du Portugal où le gouvernement a adopté, fin mars, un plan d'austérité drastique.

Le manque de coordination, de mesures en faveur de l'harmonisation et de la réduction des inégalités au sein de la zone Euro, laisse les économies les plus faibles sans moyens de réagir dans le cadre de la monnaie unique. Les pays concernés sont ainsi poussés à réagir aux difficultés soit par l'endettement soit par l'austérité. Si on peut reprocher aux gouvernements grecs successifs trop de légèreté, trop de dépenses d'armement (en complicité avec les puissances exportatrices d'armes!) et leurs politiques néolibérales, on doit reprocher aux plus grandes puissances européennes leur égoïsme nuisible pour toute la région. L'aggravation de la crise en Grèce aura également des effets désastreux dans les Balkans où les capitaux des banques grecques sont très présents et où l'on estime le nombre d'entreprises grecques à avoir investi à près de 8000⁷.

La crise dans l'UE

La crise actuelle de l'euro et de l'UE n'est pas seulement la conséquence de l'effondrement financier mondial. Elle révèle au grand jour l'échec de l'euro et les graves défauts de la construction européenne tels qu'ils ont été rejetés par la majorité des votants lors des référendums en France et aux Pays-Bas en 2005 et ensuite en Irlande. Ni l'UE ni les gouvernements respectifs n'ont respecté les décisions des peuples; ils ont, au contraire, continué de mettre en œuvre les mêmes orientations.

La nature même de l'intégration européenne s'avère un facteur de crise. La crise a des conséquences particulièrement lourdes en Europe. Bien que l'intensité et les effets concrets de la crise ne soient pas les mêmes dans tous les pays, au Nord et au Sud, à l'Ouest et à l'Est, les tendances sont toutefois identiques. L'euro et les orientations de l'UE ne sont pas conçus pour impulser une véritable coopération en faveur des populations, une nouvelle politique industrielle ou agricole, de recherche publique, de développement de services publics et d'infrastructures, en faveur d'un nouveau mode de développement.

Les traités favorisent le *dumping* fiscal et social, et cherchent à orienter les flux d'argent vers les marchés. L'ensemble du dispositif favorise la mise en concurrence des salariés et des territoires, en faveur des grands groupes, des marchés financiers et des économies les plus compétitives des pays les plus puissants. En réalité, le pacte de stabilité—violé en permanence par les gouvernements—a volé en éclats. Ce n'est pas le non respect du pacte de stabilité qui a produit la crise, mais c'est au contraire la logique impulsée par ce pacte qui est un des moteurs de la crise.

Selon le dogme prévalant en UE, l'intégration devait se réaliser sans heurts dès lors que capital et travail pouvaient circuler librement entre les anciennes «économies nationales». En réalité, ce sont de nouvelles réalités de pouvoirs et d'échanges qui s'établissent. «L'union monétaire a échoué, du moins dans cette forme que l'Allemagne a elle-même imposée avec tout son pouvoir. L'objectif allemand d'attribuer à l'euro—à travers le pacte de stabilité et la Banque centrale indépendante—la force du D-Mark, d'exclure tout transfert de paiements à des pays plus faibles et de s'assurer des facilités d'exportation vers les autres pays européens, ne s'est pas réalisé, et ne se réalise pas dans la crise.»⁸ Selon Heiner Flassbeck, économiste en chef de l'UNCTAD, la Grèce aurait perdu des ressources nécessaires et connu une spirale descendante suite aux privatisations imposées par l'UE, la mise en concurrence avec des économies plus fortes et le *dumping* salarial allemand. La vision allemande à court terme finirait par menacer l'élite et le patronat allemands de perdre ses marchés pour l'exportation dans la mesure où la périphérie s'effondre⁹. De nouvelles politiques de compensations, d'intégration progressive seraient nécessaires, dès lors que l'on souhaite qu'un territoire moins développé puisse acheter des productions des pays *leader*. Le transfert des modes de gouvernance du centre—privatisation et austérité—vers la périphérie renforce les puissances les plus importantes à l'échelle européenne aussi bien que les classes dominantes à l'intérieur de chaque pays¹⁰.

Alors que les contradictions se développent entre le centre—les pays les plus puissants en Europe—et les périphéries, c'est également au sein de chaque pays que s'accroissent les inégalités, les problèmes d'emploi et sociaux, les atteintes à la démocratie et les conflits. Ainsi, en Allemagne, dans le pays le plus puissant de la zone Euro, la pression exercée par le patronat et le gouvernement sur les salaires a été particulièrement forte et efficace. C'est à l'intérieur de chaque pays et au sein de l'UE que la recherche de gains de compétitivité a produit les ravages économiques, sociaux et politiques qui s'accroissent aujourd'hui avec la crise.

Le débat autour d'une «nouvelle gouvernance» bat son plein. Sarkozy et Merkel veulent s'en servir comme d'un pouvoir accru des plus puissants, sans modifier les orientations dont l'échec ne peut pourtant plus être masqué. Aucune réorientation n'est envisagée par les principales puissances en

Europe. Les timides tentatives européennes visant à superviser et à réguler la finance ne sont pas suffisantes et ne répondent qu'à des enjeux très partiels ¹¹. La proposition d'une nouvelle taxe paneuropéenne sur des transactions financières est fort intéressante, mais devrait être complétée par exemple par un impôt européen sur le capital, une taxation des revenus financiers et, plus globalement, une offensive multidimensionnelle face aux pouvoirs des marchés dans la sphère de la circulation et de la production.

Il s'agit, d'un point de vue de gauche, de rechercher comment les exigences exprimées par les peuples devraient se traduire par des objectifs et méthodes alternatifs, par une nouvelle coordination politique des luttes sociales et politiques à l'échelle de l'UE. Une unité monétaire sans avoir des fiscalités convergentes, des politiques industrielles et de recherche communes, des choix budgétaires compatibles, des services publics travaillant en coopération, des niveaux de salaire et de protection sociale s'harmonisant vers le haut, ne peut que conduire à la loi des marchés et au recul social. Une telle logique différente suppose également des modifications des traités en vigueur. La gauche pourrait dire oui à une coopération renforcée dès lors qu'il s'agit de construire à partir d'objectifs alternatifs.

Nous avons maintenant affaire à plusieurs crises simultanées—crise financière, crise de l'économie réelle, crise des finances publiques, crise de la maîtrise écologique—autrement dit à différentes facettes d'une crise du mode de production et de reproduction. Avec l'émergence du capitalisme financiarisé, les fondements de la production, du travail salarié et du dur combat pour les acquis sociaux ainsi que la cohésion des sociétés entières ont été minés. La succession, l'interdépendance et la profondeur des crises financière, économique, écologique, sociale et de la crise de la dette montrent clairement que la crise globale est celle de l'ensemble du mode d'accumulation et de régulation dans la phase du capitalisme de marché financier. La situation actuelle n'est pas la conséquence de «la mondialisation», mais plus précisément celle du capitalisme financiarisé et de son expansion à travers le monde. Les contradictions sociales, économiques et écologiques générées dans le cadre du capitalisme financiarisé et mondialisé provoquent également des changements géopolitiques qui conduisent à de nouvelles tensions, des dangers et des conflits armés. Dans l'UE, les contradictions deviennent si aiguës que l'effondrement de la zone Euro n'est pas totalement exclu ¹².

À l'échelle européenne, un véritable bras de fer entre les intérêts des peuples et la logique des puissances européennes débute maintenant. C'est au nom de «l'Europe pour les peuples» et d'une «autre Europe pour un autre monde» qu'il faut trouver des solutions alternatives permettant à l'ensemble des pays les plus en difficulté—dont la Grèce—d'affronter la crise. C'est l'intérêt de tous les peuples européens.

De nouveaux défis pour la Gauche

Les problèmes de la gauche proviennent—au moins en partie—du fait que, durant les dernières décennies, les forces de gauche ont accumulé un déficit d'interprétation concernant les transformations profondes du système capitaliste : le développement du «capitalisme financiarisé» après la crise du fordiste, avec la suraccumulation du capital et des déséquilibres croissants dans le système mondial. Cela a eu un immense impact sur l'évolution des classes populaires, sur le pouvoir politique et idéologique. La gauche, qui doit se construire à partir de différentes forces sociales, est confrontée à de nouveaux défis, par exemple la nécessité de rassembler les travailleurs (plus ou moins déstabilisés et précarisés) ainsi que les chômeurs de longue durée ayant perdu le contact avec le «monde du travail». Confrontée durant une longue période au chômage de masse, la gauche (dans les différents pays) a eu tendance à centrer son discours et ses programmes autour des questions de l'emploi et à négliger en même temps la question du travail comme enjeu de confrontation sociale, politique et idéologique. La difficulté de saisir la nature de la phase du capitalisme financiarisé contemporain et les profondes transformations du mode d'accumulation et de reproduction ont conduit à des déficits d'analyse rendant difficiles la compréhension de la «grande crise» que nous vivons et le développement d'une pensée alternative adéquate.

En même temps, la crise de l'hégémonie néolibérale change également la donne. Malgré cette déstabilisation de l'idéologie néolibérale, le bloc dominant ne dispose pas de solution de rechange quant aux réformes à réaliser. Les plans de sauvetage et de relance sont conçus seulement pour le court terme, sans porter de nouveau dynamisme en faveur d'un nouveau régime d'accumulation. Le forcing des cercles dirigeants en Europe pour imposer—en pleine déroute—le maintien du cap du néolibéralisme illustre le manque de clairvoyance des élites. La gauche est confrontée à l'exigence d'élaborer un projet alternatif concret et crédible, et de viser un processus complexe de transformation. L'aiguïsement des confrontations nécessite une capacité de lutte en faveur d'une nouvelle hégémonie de tous les instants. Chaque exigence concrète de changement se heurte de façon très visible et très directe aux limites du système, et les propositions alternatives immédiates ne peuvent exister sans se nourrir de logiques alternatives.

Malgré l'aiguïsement des confrontations, la crise en Europe n'a jusqu'à présent pas sonné l'heure de la gauche, mais plutôt celle de l'abstention, de la sanction de la gauche. À défaut de pouvoir présenter une approche de gauche crédible, le risque est grand que l'espoir et le discours de changement soient récupérés par des forces de droite, populistes, parfois extrêmes qui trouvent un terrain favorable, d'autant plus que les clivages s'accroissent en Europe entre Est et Ouest, Nord et Sud. L'impuissance des dominés risque de s'étendre, même si des luttes parfois significatives peuvent laisser croire le contraire.

La « grande crise » peut constituer une opportunité pour apprendre, comprendre et discuter ce qui est nouveau – et donc une opportunité pour devenir plus compétent en théorie et en pratique. Nous observons dans un certain nombre de pays européens que la gauche entreprend d'importants efforts pour gagner en autonomie par rapport aux partis sociaux-démocrates, pour construire de nouvelles plates-formes alternatives et engager de nouveaux processus de construction politique. La gauche doit avancer des analyses qui permettent de faire sauter les blocages politiques et idéologiques. Au niveau européen, il est nécessaire de réfléchir en quoi consiste une critique de gauche de l'Union européenne. Dans la crise actuelle, les forces de gauche doivent chercher des moyens plus efficaces pour permettre aux citoyens de gagner un « pouvoir d'interprétation » de ce qui se passe, une capacité d'analyse suffisante pour pouvoir s'impliquer dans la politique et repérer les choix de société en jeu dans les affrontements actuels.

États, gouvernements, action politique – la question de la démocratie économique

Si les gouvernements sont fortement intervenus dans le champ économique depuis l'explosion de la crise financière, on ne peut pas considérer comme keynésiennes leurs politiques en 2008/2009. Se situant pleinement dans l'optique de « market state »¹³, elles ont mobilisé massivement des fonds publics, mais sans toucher à la répartition des richesses entre travail et capital, entre les intérêts privés et l'intérêt commun. David Harvey parle de « coup d'État financier ».

Depuis longtemps, l'UE et les États n'ont cessé de déplacer le curseur dans un sens toujours plus favorable aux actionnaires¹⁴ et à leur transformation en « investisseurs », sans lien durable avec l'entreprise. Aujourd'hui, un changement radical s'impose : les gouvernements ne peuvent plus se contenter d'accepter les logiques actuelles tout en fournissant des aides publiques au privé ; ils doivent au contraire intervenir en faveur d'un autre partage de la valeur ajoutée (VA) et d'un tout autre pilotage de la gestion des entreprises.

Si l'on cherche un nouveau modèle d'intervention politique dans le domaine économique, le concept de « démocratie économique » – dans une définition renouvelée et large – paraît un axe de recherche intéressant. Ce concept multidimensionnel permet une pensée alternative intégrant différents niveaux d'intervention politique (nouvelle redistribution des richesses et nouveau modèle social ; le secteur public comme vecteur de logiques alternatives ; accroissement du pouvoir public et de la propriété sociale ; revalorisation du travail ; démocratisation des décisions macro-économiques et des entreprises ; nouvelle ambition et contenu des régulations). Une recherche dans ce sens devrait permettre de donner forme à un concept innovant et opérant. Un autre axe de

recherche concerne l'écologie où il s'agit de développer un point de vue de gauche en introduisant une dimension de classe, et de contribuer à bâtir sous cet angle le concept de «nouveau mode de développement».

La gauche doit analyser avec précision les choix de politiques publiques au cours des deux dernières années et élaborer une ligne d'argumentation critique quant à l'enjeu de la dette publique. Elle doit insister sur le fait que les critères de développement économique, social et écologique ainsi que de stabilité dans le monde exigent le développement des marchés intérieurs, non pas sur la base de l'endettement privé ou public, mais sur la base d'une répartition nettement plus juste de la valeur ajoutée, en faveur du travail et de l'intérêt commun. C'est ainsi qu'il pourrait être remédié au manque de recettes publiques structurel.

Réhabiliter et réactualiser le concept de lutte des classes

La crise actuelle est aussi l'occasion de réhabiliter la notion de lutte des classes, bien sûr pas de manière ancienne, dogmatique ou mécaniste, mais en tant que puissant concept de changement social et politique. Harvey souligne l'importance de l'économie «de la dépossession» qui rend le riche plus riche et le pauvre plus pauvre ; il met également en évidence les luttes qui se déroulent simultanément dans le monde contre les différentes formes de «dépossession» (terres, ressources naturelles, biens communs, eau, biens publics, droits sociaux, logement, brevets...). Marx insiste toujours sur le concept de classe comme indispensable à la fois pour la théorie et l'action. Cela ne doit pas signifier d'essayer «de réduire les questions de nature, sexe, sexualité, race, religion ou quoi que ce soit à des enjeux de classe, ce qui serait inacceptable. Mais [...] il est rare que l'un de ces «enjeux ne comporte pas une dimension de classe importante, sans la prise en compte de laquelle il n'y a pas de solution, disons-le, pour développer une politique antiraciste ou pro-environnementale adéquate...»¹⁵. Il n'est pas facile, mais nécessaire, de trouver les articulations et les mots justes afin d'imaginer les réponses politiques compréhensibles et efficaces.

L'explosion de la crise européenne actuelle n'est pas, comme on voudrait le faire croire, due à un antagonisme entre l'Allemagne et la Grèce ou différentes régions européennes. Il importe de montrer la nature de classe de la confrontation, et comment celle-ci se développe actuellement dans la zone Euro. En Allemagne, les classes capitalistes, depuis plus d'une décennie, ont essayé d'impliquer les salariés et les syndicats dans leur stratégie en faveur du maintien et de la compétitivité des sites de production allemands. La conséquence en a été que le *dumping* salarial a été plus rapide et que les droits sociaux ont été démantelés plus radicalement en Allemagne que partout ailleurs (Hartz IV). Dans le même temps, les capitalistes ont fait des profits supplémentaires

par une politique d'exportation agressive vers la «périphérie» de la zone de politique monétaire et de réglementation communes. Le défi pour la gauche consiste à mieux faire comprendre que les conflits ne se situent pas entre nations, mais entre classes, et à développer de nouveaux contenus et de nouvelles formes de luttes sociales et politiques dans une période où «certains États peuvent déplacer les coûts de gestion de la crise sur d'autres États et/ou des forces sociales [...], où l'intégration du marché mondial ne conteste pas l'État en général, mais des États spécifiques avec des pouvoirs particuliers, où les États peuvent se trouver repensés et réorganisés pour faciliter (ou limiter) les nouvelles formes d'accumulation à l'échelle mondiale.»¹⁶

La lutte pour l'hégémonie culturelle

La période récente montre par moments une combativité populaire considérable dans nombre de pays européens. Mais les obstacles à une émancipation demeurent intacts, même dans cette période d'accentuation de la crise. Réussir à modifier profondément et durablement les rapports de force, obtenir que d'importantes forces politiques et des gouvernements soient amenés à traduire en choix politiques concrets les exigences de ceux qui résistent et luttent restent des objectifs qui paraissent éloignés. La maturation des contradictions met en même temps en évidence la nécessité de relier des idées pour l'action immédiate aux idées pour un projet social alternatif.

Bien que le néolibéralisme ait perdu de son pouvoir de domination idéologique et politique, nous sommes encore loin de l'émergence d'une nouvelle hégémonie culturelle qui est la condition d'une rupture politique avec la logique dominante soutenue par la majorité de la population. Les forces politiques s'inspirant du néolibéralisme continuent à être dominantes, même si elles manquent d'une vision claire pour l'avenir. Elles sont touchées par une crise de légitimité, où non seulement les représentants de l'ordre existant, mais aussi les conditions elles-mêmes sont de plus en plus la cible de critiques. Dans des pays comme l'Allemagne¹⁷ et la France¹⁸ une érosion massive de la confiance s'est produite au cours des vingt dernières années; mais ce processus ne permet pas en soi d'ouvrir une perspective pour surmonter le fatalisme. Il est donc crucial de forger de nouveaux concepts et de nouveaux contenus politiques ainsi que des formes de démocratie participative pas purement formelle mais concrètement agissante et transformatrice.

Une nouvelle créativité politique est nécessaire pour faire progresser les potentiels de résistance et le radicalisme présents dans nos sociétés afin de dépasser ce qu'on peut appeler une «crise de passivité», de contribuer à ce que la colère passive se transforme en une résistance active, en exigence d'un changement d'orientation politique. Pour ce type de créativité politique, il faut une culture politique d'ouverture déterminée, qui invente de nouvelles

formes de coopération entre les différentes forces sociales ayant des traditions différentes. De nombreuses expériences ont montré que des pratiques de coopération non hiérarchiques et non centralisatrices (ou autobloquantes) permettent de développer de nouvelles formes d'action collective entre des forces différentes.

Les défis pour les forces de gauche consistent à travailler à des contre-hégémonies, à aider notamment les milieux populaires, les catégories les plus touchées et menacées par la crise et par les plans d'austérité, à gagner un pouvoir d'interprétation des réalités qui leur permette de s'approprier les enjeux actuels, d'intervenir comme acteurs, de gagner en capacité d'action solidaire, de réaliser que des changements très profonds touchant aux pouvoirs et à la propriété ne peuvent plus être différés. Les politiques concrètes proposées par des forces de gauche devraient viser la constitution d'un nouveau bloc social, sur la base d'intérêts immédiats communs pouvant conduire à la constitution de «fronts», de façon variable selon les conditions sociales et politiques de chaque pays. Cela semble une piste féconde, dans la mesure où de telles constructions ouvertes sont susceptibles de faciliter la coopération entre des acteurs de différentes natures (organisations politiques, mouvements, représentants syndicaux, composantes de la société civile, intellectuels, réseaux...) et par conséquent une dynamique sociale et politique. C'est de manière transversale et globale que la crise systémique nous oblige à penser¹⁹ les questions sociales et politiques.

Ébauche d'axes pouvant fonder une approche politique alternative en Europe²⁰

Quelle réponse politique pour la Grèce, les PIGS et l'Europe ?

Les peuples ou les marchés ? Il faut choisir. **Sortir de la crise suppose un changement radical de politique.** Chaque revendication importante se heurte aujourd'hui à la logique du système capitaliste en crise aiguë.

À l'échelle de l'Europe et au sein de nos pays, il s'agit de lutter en faveur de véritables ruptures politiques ainsi que des mesures d'urgence inspirées, elles aussi, d'une logique alternative.

Les gouvernements—hautement responsables de l'avènement de la crise—doivent être amenés à **rompre avec la logique** : «**la dette pour les États, la ceinture pour les peuples, le casino pour la finance**»²¹. Au lieu de consulter des «experts» liés aux marchés, ils doivent faire fonctionner la démocratie en prenant des mesures et en engageant des réformes en faveur de la démocratie sociale et économique.

- **La finance** doit être démocratisée, réorientée, redimensionnée de façon responsable.
- **L'UE doit décider certaines formes de contrôle du mouvement des capitaux, des taxations des transactions financières.** Les paradis fiscaux doivent être fermés. Le secret bancaire est à revoir.
- **Les banques** doivent être amenées—par un effort convergent des gouvernements et de l'UE—à changer immédiatement d'orientation, à stopper l'utilisation de l'épargne pour des opérations de spéculation, et à réorienter les crédits vers le financement des activités utiles et de la création d'emplois et d'infrastructures.
- **Toutes les politiques doivent viser à stopper la crise de suraccumulation,** à intervenir de façon massive en faveur d'une répartition plus juste de la valeur ajoutée en faveur du travail et de l'intérêt public, et à s'affranchir des pouvoirs des marchés.

Au niveau international, l'UE doit contrer l'agressivité des États-Unis, agir en faveur de la stabilisation de l'économie réelle; de l'utilisation des droits de tirage spéciaux (DTS) comme monnaie de réserve; du remplacement du G20 par un Conseil économique global sous l'égide de l'ONU; du développement de mécanismes en faveur de l'égalité dans les échanges; de la soustraction de biens communs hors des circuits de la spéculation; d'accords multilatéraux et bilatéraux à l'opposé de la mise en concurrence des peuples, des salariés et des territoires; de politiques ambitieuses et partagées pour résoudre la crise écologique. L'UE doit contribuer à libérer les matières premiè-

res de leur transformation en « produits financiers »²². Dans les institutions internationales, la voix de l'UE a du poids ; elle doit se faire entendre en faveur d'un monde solidaire, ce qui suppose un changement radical d'orientation.

Il faut rompre avec les dogmes de l'Europe libérale que continuent de défendre bec et ongles Juncker, Trichet et Gonzales.

- **Le pacte de stabilité** conçu pour rationner les dépenses sociales doit être abandonné. Les peuples européens ont besoin d'un pacte de coopération en faveur d'un développement social, écologique et de solidarité.
- **Le budget européen** doit être augmenté de façon significative et permettre des actions positives de l'UE. Il pourrait être financé par un impôt européen sur le capital. Le *Dumping* fiscal, social et écologique doit être banni.
- **Le modèle social européen doit être renouvelé, réinventé.** Une rupture radicale avec la précarité et la stratégie « Europe 2020 » est urgente.
- **La privatisation de pans entiers des retraites**—impulsée par la stratégie de Lisbonne et particulièrement avancée dans les pays de l'Est—conduit à des menaces lourdes en raison des pertes dans le cadre de la crise financière. Stopper la privatisation des retraites comme un des moteurs de la financiarisation de l'économie est un des enjeux majeurs²³.

Se «serrer la ceinture» n'est pas la réponse. C'est autrement qu'il faudra réduire la dette publique. Toute mesure d'étranglement de l'économie réelle est irresponsable.

- **Refuser un resserrement rapide budgétaire** qui entraînerait un risque massif de faire basculer dans la récession.
- Des **moratoires** doivent être décidés pour stopper la progression de l'endettement public, pour réduire la pression sur les États, pour gagner du temps—nécessaire pour établir des instruments en faveur de la transparence (commission d'enquête, etc.), pour mettre en place de nouvelles politiques et des méthodes démocratiques. Un traitement sélectif des dettes doit être également envisagé.
- Des **moyens nouveaux (*new deal*) doivent être mobilisés**—en contournant les marchés—afin de faire face aux besoins de dépenses publiques, pour contrer la crise et en sortir.
- Les **intérêts de la dette publique doivent être radicalement abaissés.** La BCE doit être dotée de la possibilité d'acheter des titres de dette publique dès lors que ces prêts sont utiles à un nouveau type de développement, à l'emploi et à la politique industrielle et de recherche, à la relance des services publics et de la protection sociale.
- La **mission et la direction de la BCE ainsi que l'orientation du crédit** doivent être modifiées en faveur d'objectifs de développement, en abandonnant le carcan de la politique monétariste, en modulant les conditions d'accès en

fonction des contenus des projets, en rendant impossibles la contribution du crédit à la spéculation et les emprunts à découvert.

La redistribution et la démocratie économique comme principes des réformes antilibérales.

- **Un meilleur partage de la valeur ajoutée** est indispensable pour combattre le développement de la crise. Les revenus du travail doivent être revalorisés pour l'ensemble des salariés (y compris précaires...) par rapport à ceux du capital. Une partie plus importante des profits doit être investie en faveur du développement humain et écologique. L'économie solidaire doit être favorisée ainsi que les droits et pouvoirs des salariés.
- Suspension de la **directive «sur les droits des actionnaires»** et de sa **transposition dans les pays de l'UE** et mesures pour contrer la volatilité des investissements, pour pérenniser la relation entre investissements et entreprise, pour détacher le management de la logique actionnariale, pour renforcer «l'intérêt social de l'entreprise» et l'exigence du développement de l'économie réelle face aux intérêts des actionnaires, investisseurs et marchés.
- **L'usage de l'argent public doit être démocratiquement contrôlé.** La mobilisation de fonds publics notamment en faveur de grands groupes doit être basée sur des principes démocratiques (leur utilisation doit générer des pouvoirs nouveaux pour les pouvoirs publics et salariés), sociaux (des critères de création ou de défense d'emplois de qualité correctement rémunérés...), écologiques (en faveur d'un nouveau type de développement). Les moyens d'action des collectivités territoriales ne doivent pas être restreints mais améliorés.
- Chaque engagement d'argent public doit aider à **développer la démocratie économique et ouvrir sur un changement de pouvoir, de propriété, d'orientation** s'accompagnant de nouveaux pouvoirs pour les salariés et les citoyens.
- Concernant le système bancaire, l'installation de **pôles bancaires publics** soumis au contrôle de l'État et de la société est plus que jamais indispensable pour que le crédit agisse en faveur de l'intérêt général.

Notes

1. Une version plus complète de ce texte est disponible en anglais sur www.transform-network.org. Ce texte est une version actualisée (15 mai) de celui paru dans l'édition en version anglaise.
2. Interview, *Le Monde*, 31/3/2010.
3. Voir l'article de H.J. Urban dans ce numéro.
4. Voir une description précise des enjeux et procédés par Andreas Fishan, «Stabilitätskriterien und die öffentliche Hinrichtung Griechenlands». Dans la revue allemande *Sozialismus* 3/2010.
5. Michael Hudson, Université du Missouri. Dans le *Financial Times*, 8/4/2010.
6. Voir Joachim Bischoff, Richard Detje, «l'Europe dans la crise—sur le chemin des climages». *Transform!* 05/2009.
7. Voir Haris Golemis, Elena Papadopoulou, «les Banques grecques dans les Balkans», *Transform!* Juin 2009.

8. Jens Münchrath, *Handelsblatt* 22/02/2010, cité par R. Kulke.
9. Cité par R. Kulke. «Schweine, Alkoholiker und die Konstruktionsfehler der Eurozone». <http://blog.rosalux-europa.info/de>
10. R. Kulke.
11. Regroupement des trois comités techniques—chargés de contrôler les groupes bancaires, les compagnies d'assurances et les marchés dont les activités dépassent le cadre national—et renforcement de leurs pouvoirs; création d'un Comité européen du risque systémique (CERS) responsable de l'analyse macroéconomique; proposition d'un comité scientifique d'excellence pluridisciplinaire; meilleure coopération entre les instances de supervision nationale; création d'une commission spéciale au Parlement européen chargée de réfléchir aux conséquences de la crise; proposition d'une directive encadrant la gestion des fonds alternatifs; réglementation des produits dérivés; installation d'exigences de fonds propres des banques... (Voir Sylvie Goulard MEP/Libéraux ALDE, Modem, France, dans *Le Monde* 23/2/2010).
12. Dans ses numéros 03/2008, 04/2009 et 05/2009, *Transform!* a publié des comptes-rendus concernant la situation liée à la crise dans de nombreux pays européens ainsi que des analyses du développement croissant des contradictions au sein de l'UE et de la zone Euro.
13. Bop Jessop, séminaire de Transform à Vienne, janvier 2010.
14. Pierre Todorov (Avocat à la cour, cabinet Lovells LLP), «Il est temps de rompre avec les excès de l'idéologie actionnariale». *Le Monde*, 11/2/2010.
15. David Harvey, *A companion to Marx's Capital*. London—New York 2010, p. 341.
16. Bob Jessop, Séminaire de Vienne organisé par *Transform!*. Janvier 2010.
17. Bischoff/Detje: «Die große Krise und das Alltagsbewusstsein.»—In: *Die große Krise*, VSA, erscheint im Juni 2010 [« La grande crise et notre conscience quotidienne ».—dans : *La grande crise*, VSA, publication en juin 2010].
18. Bischoff/Gauthier: «Sarkozy und die Hegemonie des Neoliberalismus», Supplement *Sozialismus* 12/2007 [« Sarkozy et l'hégémonie du néolibéralisme »].
19. Stephen Bouquin, «L'âge des extrêmes ne fait que commencer.», *Transform!* 05/2009.
20. Ces propositions sont le résultat de travaux dans le cadre des séminaires de Transform!. Voir aussi l'*EuroMémorandum* 2009/2010 publié comme supplément de la revue *Transform!* www.transform-network.org
21. Jacques Rigaudiat, *À Gauche*, 18/12/2009.
22. Elie Cohen: 95% des matières premières sont transformés en «produits financiers»; en 6 ans—de 2003 à mi-2008—, les masses investies dans la spéculation dans ces domaines sont passées de 13 à 320 milliards de dollars.
23. Richard Detje: «Les effets de la crise financière sur les fonds de retraite européens.». Étude publiée dans *Transform!* 05/2009.